L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 12 AVRIL 1895. Fondée le 1er septembre 1827.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
VENDREDI, 12 AVRIL 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

La Grande Semaine.

Il y a de bien solennelles heures dans la vie des individus et des sociétés. Soit instinct, soit habitude, soit préjugé d'enfance ou d'éducation, soit influence presqu'irrésistible du milieu religieux ou philosophique où nous nous mouvons, il y a des moments ou nous éprouvons un invincible besoin de nous recueillir, de nous replier sur nous-mêmes, de jeter un regard en arrière sur le passé, pour mesurer le chemin parcouru, pour savoir où nous en sommes du doit et de l'avoir et si l'année qui vient de s'écouler doit être inscrite, sur le grand registre de notre vie, à la colonne des profits ou à celle des pertes.

Ce n'est pas là un besoin conventionnel, que nous nous sommes créé par notre faiblesse, ou que d'autres nous ont arbitrairement imposé. Il est inhérent à notre nature ; il se manifeste dans toutes les sphères de l'activité humaine, non-seulement dans le monde religieux et moral, mais aussi dans le monde politique et économique, et il n'est pas un seul petit commerçant qui n'éprouve le besoin de faire son bilan, aussi vivement et presqu'au même moment, que le plus simple des chrétiens, celui de faire son examen de conscience.

Ce sera l'éternelle gloire du christianisme d'avoir compris mieux que toutes les autres religions ce besoin de notre nature. Il ne l'a certes pas inventé ; il existait bien avant lui. Si c'eut été alors une nouveauté, ce n'eut pas été un besoin si humain, par conséquent, si divin.

Son honneur, c'est de l'avoir élevé, agrandi, épuré ; c'est de lui avoir fourni de merveilleux moyens de se manifester et de fonctionner, par l'institution d'une saison de retraite pendant laquelle il est permis à l'homme de rentrer en lui-même, de se recueillir ; et, surtout, par la célébration de cette éblouissante et écrasante semaine qui touche aujourd'hui à sa fin, et qui nous fait assister à toutes les joies comme à toutes les douleurs, à toutes les grandeurs comme à toutes les faiblesses, à toutes les victoires comme à toutes les défaites, à toutes les gloires comme à toutes les humiliations que l'on puisse rêver pour l'humanité, et qui, enfin, nous offre dans toutes les situations de la vie, les plus douloureuses comme les plus enivrantes, le modèle le plus parfait à contempler et à imiter.

Ce qui parait le plus étrange au penseur c'est, après avoir parcouru en esprit le long passé de dix-neuf cents ans qui nous sépare du Christ, de retrouver au sein de l'humanité, les mêmes aspirations dont il avait jeté le germe dans les âmes. L'humanité n'a pas changé depuis ce temps-là, ce qui démontre le caractère essentiellement humain, essentiellement universel de son œuvre.

Pourquoi faut-il que d'abominables rhéteurs, prétendant poursuivre son entreprise, la plus grande qu'ait à enregistrer l'histoire, prêchent des doctrines subversives qui sont la négation des siennes, et une méthode qu'il a toujours flétrie ?

Non. Ce n'est pas par la violence, par les revendications sanglantes, par l'émeute, par la bombe que l'on peut arriver à améliorer le sort de notre pauvre humanité. C'est par la résignation aux maux qui sont inhérents à notre nature, c'est par l'accomplissement des devoirs, de tous les devoirs que nous impose la société dans laquelle nour avons été jetés et sans laquelle nous ne sommes rien ni ne pouvons rien.

Tous les révolutionnaires partent de ce principe essentiellement faux, qu'ils sont le centre du monde et que, en vertu de ce qu'ils appellent la Souveraineté du But, ils ont le droit de tout bouleverser. Ils bouleversent en effet, et trop souvent, mais ils n'édifient jamais. Et comment pourraient-ils édifier ? Ce ne sont qu'autant d'infusoires de cellules, comme on dit aujourd'hui dans la grande famille humaine. En tirant sans cesse à eux, ils produisent la division à l'infini ; ils réduisent la société à l'état de poussière, sans aucune cohésion et, comme on dit encore aujourd'hui, ils créent l'anarchie qui déjà nous dévore plus que nous ne le pensons.

Il est temps, grand temps d'en revenir aux vrais principes, sous peine de provoquer un cataclysme, comme jamais l'histoire n'en aura enregistré. On n'édifie une société que sur l'accomplissement du devoir, sur le travail, sur l'immolation des caprices, des fantaisies, des plaisirs de l'individu sur l'autel de la patrie ; sur le dévouement à ceux qui sont nos frères en société, sur le sacrifice de nos besoins, souvent factices et illégitimes aux besoins presque toujours plus pressants de nos semblables.

Le passage du monde chrétien à travers cette grande semaine, pendant laquelle le Christ nous donne de si sublimes exemples dans toutes les situations de la vie, dans les succès comme dans les revers, au milieu de ses triomphes comme au milieu de ses immolations, ne servit-il qu'à imprimer cette grande leçon dans nos âmes, qu'il faudrait l'en bénir.

SOUVENIRS HISTORIQUES.

Un peu d'histoire à propos de la cérémonie de Sathonay.

De Sathonay à Lyon, entre le Rhône et la Saône, s'étend une croupe de plus de sept kilomètres. Elle a la forme d'une étroite bande de terre, aux flancs abrupts que borne au sud le faubourg de la Croix-Rousse, près des deux forts de l'enceinte.

Partout des côteaux riants, des villages à la population travailleuse et paisible, rien dans le paysage ne rappelle le souvenir de la sombre tragédie de l'année 197.

C'est là, cependant, que s'est livrée la sanglante bataille de Lyon, lutte terrible où deux hommes se disputèrent l'empire du monde.

Quatre ans auparavant, après l'assassinat de Pertinax, en l'an 193, Septime Sévère avait été proclamé Empereur romain par ses légions d'Afrique.

Mais, à cette époque troublée où les prétoriens tout-puissants égorgeaient leurs maîtres au gré de leur fantaisie et mettaient la pourpre impériale à l'encan, chaque chef de troupes pouvait se croire appelé à la dignité suprême. Il lui suffisait de se faire élire par ses soldats.

C'est ainsi que Niger, dans l'Orient, et Albinus dans les Gaules, furent également proclamés Auguste par leurs légions.

Septime Sévère vainquit et tua le premier à Nicée.

Restait le second, Albinus, à la tête des légions de Bretagne, grossies du contingent gaulois.

C'était une armée redoutable. Albinus l'établit à Lyon, dans une forte position, au milieu d'une population amie, bien décidée à repousser les attaques de Septime Sévère qui venait de tourner les Alpes et déjà, s'avançait dans la région du nord du Rhône.

L'action s'engagea près de Sathonay.

Bataille acharnée s'il en fut. La victoire, disputée avec la dernière énergie, resta cependant à Septime Sévère.

On raconte qu'en voyant Albinus, son rival, tomber blessé, il lança sur lui son cheval pour l'achever. D'une cruauté implacable dans son triomphe, il fit égorger la veuve et les enfants d'Albinus et livra la ville de Lyon au pillage de ses soldats.

Le champ de bataille d'autrefois et devenu le camp d'aujourd'hui, simple camp d'instruction où les exercices et les manœuvres du temps de paix ne rappellent que vaguement les épisodes sanglants de la terrible mêlée de l'an 197.

Helmholtz et les Savants Français.

L'empereur Guillaume II pour perpétuer le souvenir de l'illustre physicien Helmholtz, mort à Charlottenbourg, le 8 septembre 1894, vient d'accorder sur sa cassette privée 10,000 marcks, pour l'élevage d'un monument au grand savant, et a signé une circulaire demandant aux savants du monde entier de participer à l'érection de cette statue.

Or, on est très satisfait dans les milieux scientifiques de Berlin de la façon dont les savants français ont participé à la glorification de Helmholtz.

Ont souscrit, en effet : MM. Berthelot, sénateur, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, Ch. Hermite, G. Lipmann, professeur à la Sorbonne ; Marcq, président de l'Académie des sciences, et Mascarat, membre de l'Institut.

LE LÉGENDAIRE CASTELLANE.

La discipline était de fer pour le maréchal. Un matin, de sa fenêtre, il aperçoit, passant dans la rue, un officier. Cet officier n'avait pas son épée. Castellane ouvre sa fenêtre et, incontinent, lui fait signe de monter.

L'officier coupable vit bien de quoi il retournait et il n'était pas sans inquiétude. Or, en entrant, il avise dans l'antichambre une épée pendue à un portemanteau. Il la saisit, la ceint et se présente crânement devant le maréchal.

Castellane, qui s'apprêtait à lui infliger une bonne semonce, accompagnée de quelques jours d'arrêts, le voit entrer et demeure ahuri. Pour cacher sa déconvenue il s'empresse de dire :

—Je vous remercie, lieutenant. Je voulais vous demander un renseignement, mais c'est inutile.

Le lieutenant salue—et rompt militairement. En sortant, il quitte l'épée et prend sa course.

Alors, le maréchal, à la fenêtre, appelle un officier d'ordonnance qui était avec lui et lui dit :

—Vous voyez bien ce gaillard. Vous ne voyez pas son épée, n'est-ce pas ?.... Eh bien ! il en a une.

Castellane avait sans doute compris, mais il rit —et fut, par conséquent, désarmé...., comme l'officier, d'ailleurs.

LE SURVIVANT DE LA REYNA-REGENTE.

Des quatre cent vingt officiers et matelots dont se composait l'équipage du cuirassé espagnol, la *Reyna-Regente*, un seul, du nom de Pablo Fernandez, a pu échapper à la catastrophe, et cela, grâce à des circonstances vraiment curieuses.

Cet homme avait à ce point fait honneur à la dive bouteille à Tanger, où le cuirassé avait fait escale pour permettre à l'ambassade marocaine de mettre pied à terre, qu'il avait manqué le départ de son bateau et se trouva obligé de rester à terre.

Sa mère, qui demeure à Carthagène, le croyait perdu avec le reste de l'équipage, lorsque, avant-hier, elle recevait une lettre de son fils qui lui apprenait la miraculeuse façon dont il avait pu échapper au désastre.

C'est le cas ou jamais de dire : il y a un Dieu pour les ivrognes.

La mission du maréchal Campos à Cuba.

Les nouvelles que nous recevons, chaque jour, de Cuba, sont si incohérentes, si contradictoires, même qu'il est impossible, d'après elle,s de se former une opinion fondée en raison sur la situation actuelle, comme de prévoir, les suites même probables de la levée actuelle de boucliers.

C'est ailleurs qu'il faut aller chercher la vérité, chez les personnes qui connaissent à fond le pays et savent ce qui s'y passe.

Que les Cubains, presque sans exception, désirent et demandent à cor et à cris un changement au détestable ordre de choses qui existe depuis trop longtemps, cela ne fait pas question ; mais il s'en faut de beaucoup que tous désirent une séparation complète d'avec l'Espagne. Ce que veulent tous les vrais patriotes, c'est l'autonomie, comme celle dont jouit le Canada, par exemple, comme celle que M. Gladstone voulait accorder à l'Irlande. Nous croyons même savoir qu'en Espagne on se préparait à accorder à cette colonie un régime qui ressemblait un peu à celui-là. C'est même la politique que le maréchal se promet de suivre en abordant à Cuba : d'abord, réprimer l'insurrection, cela va sans dire ; puis, s'entendre avec les autonomistes auxquels il semble vouloir accorder la réalisation de leurs désirs. Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que, au moment où Martinez Campos, avant de s'embarquer exprimait ces idées, le parti autonomiste, à Cuba, se réunissait en un meeting et votait des résolutions en vertu desquelles on souhaitait sa bienvenue.

Envisagée de cette façon, la question prend un tout autre aspect. S'il est vrai comme on l'affirme que certains éléments de la population refusent leur appui personnel ou pécuniaire à la révolte, il se pourrait bien que les révolutionnaires fussent battus plus vite qu'on ne le pense. Ils savent bien, d'ailleurs que Cuba ne peut jouir d'une complète indépendance. La preuve, c'est que leurs chefs songent à demander leur annexion aux Etats-Unis.

Que vaut-il mieux pour les Cubains : jouir de leur autonomie tout en restant sous la suzeraineté de l'Espagne, ou devenir une annexe des Etats-Unis ? C'est là un problème que nous n'avons pas à résoudre. C'est l'affaire des Cubains eux-mêmes.

Nous ne discutons pas ; nous ne faisons que constater, mais il est bon que l'on se rende un peu compte du véritable état des choses dans cette île.

PÉTROLE ET EXORCISME.

Ces jours derniers, a été ouverte, à Cloumel (Irlande), une enquête judiciaire sur l'assassinat d'une femme Cleary.

Dix personnes, au nombre desquelles se trouvent le père, le mari, deux femmes, tous parents de la victime, ainsi qu'un herboriste de la campagne, comparaissaient devant le magistrat.

La femme Cleary souffrait de surexcitation nerveuse compliquée de bronchite. Son mari s'imagina qu'elle était sorcière et se mit en devoir de l'exorciser. Il demanda certaines plantes à l'herboriste, et, avec le concours des autres parents, il la força à les avaler ; puis, en présence de tous ses complices, il lui demanda, au nom de Dieu, de déclarer qu'elle n'était pas sa femme. Pour la forcer à faire cette déclaration, les dix accusés la maintinrent au dessus d'un brasier ardent, où elle fut grièvement brûlée.

Le lendemain soir, la cérémonie de l'exorcisme se renouvela. Les fanatiques voulurent la forcer à manger trois tartines de confitures, mais comme elle s'y refusait, ils la terrassèrent et la dépouillèrent de ses vêtements. Le mari lui versa du pétrole sur le corps et y mit le feu avec un tison du foyer.

Dix hommes et deux femmes assistaient à cette scène de sauvagerie sans porter secours à la victime, se bornant simplement à faire de timides remontrances au mari ; mais celui-ci soutenait qu'il s'agissait là, non pas de sa femme, mais d'une sorcière qui ne manquerait pas de disparaître par la cheminée ; puis, avec l'aide d'un des prévenus, il enveloppa dans un drap les restes calcinés de la malheureuse et il alla les jeter dans un fossé près de la maison.

Quand les prisonniers ont été reconduits, le soir, à la prison, la foule s'est livrée contre eux à de violentes manifestations d'indignation.

Le Commerce des Esclaves.

Le tribunal de première instance de Mascara, en Algérie, vient de rendre un jugement visant pour la première fois le décret du gouvernement provisoire du 28 avril 1848, privant "de la qualité de citoyen français" tout Français convaincu "de posséder, d'acheter ou de vendre des esclaves." Dans l'espèce, il s'agit d'un Marocain naturalisé qui se livrait à ce commerce encore pratiqué au Maroc. On comprend très bien que cet ex-citoyen redevienne Marocain comme devant, mais le Français pur sang qui se trouverait dans ce cas, n'aurait donc aucune nationalité. Cela ne peut pas être, et, ou il faut admettre que par la perte de la qualité de citoyen, on ne doit entendre que celle des droits civiques, ou il faut confesser que le gouvernement provisoire a fait une bêtise. C'est cette dernière interprétation qui avait prévalu, lorsqu'il y avait des Français mariés ou établis à l'étrauger, à Cuba notamment, qui étaient propriétaires d'esclaves et tombaient sous le coup de la loi. Quelques-uns très en vue, se contentèrent de vendre leurs esclaves, ce qui pourtant les constituait en faute conformément à la lettre du décret. D'autre-part, la libération étant entourée de difficultés, n'était pas potestative de leur part ne fût-ce qu'en raison des droits des créanciers sur cette partie de leur actif. Donc, cette législation comminatoire était inapplicable et voilà pourquoi elle ne l'avait jamais été jusqu'à présent.

Un portrait de Pierre le Grand.

On annonçait naguère, dans un journal russe, — et depuis l'information avait fait le tour de l'Europe, — qu'un voyageur anglais venait de trouver dans une auberge de Russie un superbe portrait de Pierre le Grand. Soumis à l'examen des conservateurs du musée de l'Ermitage, le portrait aurait été reconnu par eux comme étant l'original du portrait conservé au musée de Versailles.

Le fait a été formellement démenti, avec preuves à l'appui, par le conservateur du musée de Versailles, M. de Nolhac, mais la légende court toujours.

Emu de la prodigieuse extension qu'elle a prise, le conservateur-adjoint du musée de l'Ermitage, M. Alexandre Neonstroief, y a coupé court par une lettre rectificative dont nous extrayons ce qui suit :

Voici le fait restitué à la vérité. Un anglais, qui se nomme M. Newman, présenta il y a six mois à la direction de l'Ermitage un portrait de Pierre le Grand, qui fut laissé pour quelque temps chez le conservateur en chef de la galerie des tableaux pour en faire l'expertise.

Le portrait, après avoir été comparé avec les originaux de la galerie Romanof au palais impérial d'Hiver et avec les gravures existantes, était reconnu comme une copie médiocre, avec quelques modifications du portrait, attribué à Rigaud, conservé dans la galerie Romanof. Par conséquent les administrateurs du musée de l'Ermitage n'ont pu "acquérir la conviction qu'ils se trouvaient en présence de l'original" et n'en ont pu faire la communication à M. Newman.

Cette catégorique assertion clôt le débat.

Quillembois entre chez un papetier.

—Il me faudrait cent cartes de visite conformes à ce modèle.

—Vous aurez cela demain matin, monsieur.

—Je suis un peu pressé.... Vous n'en avez pas de toutes faites ?....

Les Négociations de Paix entre la Chine et le Japon.

Nos lecteurs auraient tort de s'étonner de nous voir revenir si souvent sur la question de l'Extrême-Orient. C'est que l'Union Américaine a là de graves intérêts commerciaux. Elle fait déjà de grandes affaires avec le Japon et même avec la Chine, bien que le commerce de cette dernière soit jusqu'ici resté fermé aux étrangers. Ce sont même ces relations constantes des Américains avec la Chine et le Japon qui ont permis à deux ou trois de ses représentants de jouer un rôle assez important dans les négociations de paix.

Or, un des articles projetés du traité en cours de négociation, stipule, assure-t-on, l'ouverture de la Chine au commerce étranger.

Il s'ouvre donc une perspective d'autant plus belle devant notre commerce, que les Chinois qui éprouvent une aversion invincible pour les occidentaux, pour les européens, leur préfèrent de beaucoup les Américains.

Il est temps, en vérité, que l'on sache à quoi s'en tenir sur la teneur de ce traité, car l'armistice entre la Chine et le Japon ne peut plus durer que 7 ou 8 jours.

Elles ne sont vraiment pas trop exorbitantes, les conditions imposées par le Japon. Le chiffre de l'indemnité ne doit pas dépasser $200,000,000. S'il en est ainsi, il faut convenir que la Chine s'en tire à assez bon compte. Quant à la cession territoriale, elle se borne comme prise de possession permanente à l'Ile Formose. C'est une superbe acquisition. Il fallait s'y attendre, quand on a vu le Japon changer tout-à-coup ses plans de campagne et diriger toutes ses forces vers le sud, vers cette ile. En agissant ainsi il obéissait à une injonction dont il est inutile de citer l'auteur. On y reconnait la main de la Russie. Il est vrai que le traité permet l'occupation de Port Arthur et de Weï-Haï-Waï, mais non permanente, pendant un certain nombre d'années, seulement. Du côté du Nord de la Chine, donc, pas de souveraineté nouvelle pour le Japon.

L'indépendance de la Corée est un fait déjà acquis et qui ne devait soulever aucun débat.

Reste à savoir si ces conditions seront du goût du peuple japonais, qui est exalté par ses succès et voudrait occuper une partie de la côte de la Chine, le long de la Mer Jaune et du Golfe de Petchi-li. Certains journaux même réclament la prise de Pékin. Cela est moins sérieux ; mais il est évident que le gouvernement du Mikado se prépare, de ce côté, quelques tracas, sinon une véritable opposition. Donc, plus tôt le traité sera signé, mieux cela vaudra.

LA CHUTE DE BISMARCK.

Ce fut un coup de théâtre pour toute l'Europe que la chute de l'homme qui depuis près de 28 ans (*voir* 24 septembre 1862) tenait à Berlin les rênes du gouvernement, et qui, au prix de l'abaissement de l'Autriche et de la France, avait été le principal ouvrier de la grandeur de la Prusse et de la création de l'Empire Allemand. Fort de sa gloire et de sa popularité, il n'imaginait pas qu'on osât jamais se séparer de lui, il avait plus d'une fois fait plier le vieux Guillaume et l'Empereur Frédéric devant ses volontés en leur offrant sa démission, et entendait les imposer encore à Guillaume II ; mais celui-là était jeune, actif, voulait être le maître, comme Louis XIV, mais sans attendre comme lui pour cela que Mazarin fût décédé ; le jour où les deux volontés entrèrent en conflit, Bismarck fut brisé.

C'est sur des questions de gouvernement intérieur que le dissentiment éclata ; Bismarck avait indisposé l'Empereur par sa prétention d'éloigner de lui tous ses adversaires, d'être le seul intermédiaire entre les autres ministres et lui, de négocier en dehors de lui et à sa guise avec les partis politiques et de se livrer à ses marchandages ordinaires pour s'assurer la majorité, en un mot de gouverner à son gré, laissant l'Empereur s'occuper au sein de l'armée. Guillaume rongeait impatiemment son frein, car il était profondément pénétré de ses droits de souverain, et comme ce ne sont pas les idées qui lui manquent, il entendait qu'elles fussent appliquées.

La divergence était complète entre eux sur la question sociale, Guillaume condamnait les lois d'exception contre les socialistes, Bismarck voulait les faire renouveler, et le projet présenté à la Chambre n'ayant été voté en seconde lecture le 23 janvier qu'avec la suppression du droit d'expulsion administrative contre eux, Bismarck avait, malgré l'avis de l'Empereur et du Conseil, mieux aimé le laisser rejeter tout entier, le 25 que de l'accepter ainsi amendé. Sur quoi l'Empereur lui avait adressé le 4 février deux rescrits le chargeant de convoquer une conférence internationale pour étudier les moyens de satisfaire les désirs et besoins des ouvriers, en faisant à l'Etat un devoir de régler le temps, la nature et la durée du travail d'une manière conforme à la santé, à la moralité et aux droits des ouvriers. Cette conférence, contre laquelle Bismarck ne dissimulait pas ses antipathies, devait s'ouvrir à Berlin le 15 mars, et entre temps les élections du 20 février vinrent apporter les mécomptes à Bismarck en ramenant plus nombreux et plus compact que jamais le parti du centre catholique, avec le chef duquel—Windthorst—il se vit dès lors forcé de négocier, or, avec Windthorst c'était donnant-donnant, toute complaisance s'achetait par une concession, et il fallait payer comptant.

En l'apprenant l'Empereur perdit patience, et voici comment les choses se passèrent, du moins d'après un ami de l'ancien Chancelier : Le 14 mars l'Empereur fait signifier par son chef de cabinet à Bismarck qu'il exige d'être d'abord prévenu quand le Chancelier juge à propos de s'entretenir chez lui d'affaires politiques avec des députés ; Bismarck fait répondre qu'il est le maître chez lui et qu'il ne permet à personne d'ouvrir ou de fermer la porte de sa maison. Le lendemain Guillaume apparait lui-même de bon matin, fait lever Bismarck et l'interpelle vivement sur ses négociations avec Windthorst—Bismarck réplique qu'il n'a aucune surveillance à subir pour ses relations avec des députés.—"Quoi ! même si je vous donne mes ordres comme souverain !—Les ordres de mon maître cessent de compter au seuil du salon de ma femme ; au surplus si je le gêne désormais, je suis prêt à me retirer."

Le 17 au matin l'Empereur fait dire à Bismarck par un général qu'il attend une lettre demandant sa mise à la retraite ; Bismarck refuse, déclarant que l'Empereur est maître de le destituer ; mais l'après midi, ordre formel transmis par le chef de cabinet de demander sa mise à la retraite. Bismarck réclame du temps pour la rédiger, et le 20 vers midi, l'Empereur reçoit une lettre où le Chancelier, sous prétexte de demander sa mise à la retraite démontre la nécessité de le laisser en fonction ; il la parcourt et lui fait dire sur-le-champ que sa démission est acceptée, qu'il lui confère le titre de Duc de Lauenbourg et lui promet son portrait en pied. Le jeune Empereur avait soufflé sur le colosse, et le colosse était tombé.

Il semblait que sa chute dût ébranler l'Allemagne ; l'écho en retentit longtemps, mais Guillaume avait pour lui son droit monarchique, le courant général des idées sur les questions sociales, tout le monde acclama Bismarck et tout le monde le laissa s'en aller sans protester.

DE TOUT UN PEU.

Fils à papa.

On se rappelle le sobriquet, d'ailleurs ancien, de "fils à papa", donné aux héritiers de généraux en vue, de "grosses légumes", comme on dit dans l'armée, qui avaient obtenu d'aller servir au Tonkin.

Cette appellation s'appliqua alors, entre autres, aux fils du maréchal de Mac-Mahon, du général de Courcy et du général Schmitz Elle ne s'appliqua pas longtemps, du reste, à ce dernier, car le Tonkin fut son tombeau.

Madagascar verra aussi, lui, sur ses bords fiévreux, plus d'un fils à papa. Nous relevons, au courant de la plume, dans la liste du corps expéditionnaire, les noms militaires que voici : Chanzy, Mac-Mahon, de Cointet, Bizot, O'Neil, Jolivet, de Bigault de Granrut.

Egalement à signaler, à côté des fils à papa, les enfants de la vieille aristocratie française : un Fitz-James, un Chateaubriand, un Gouvello, un Teroy, un La Bigne et vingt autres.

—

On sait que le capitaine Brosselard-Faidherbe avait entrepris de rechercher dans la Guinée française une voie de communication directe entre le Niger et l'Océan par les rivières du Sud, mais que ses forces ne lui permirent point de tenter une seconde mission.

Son idée vient d'être reprise par le capitaine de cavalerie Baurès, qui est parti pour la côte d'Afrique, au nom du ministre des colonies et de la chambre de commerce de Marseille.

Au cours de son voyage, cet officier s'efforcera de trouver une voie de pénétration économique partant de Konakry pour se diriger vers le Haut-Niger et le Soudan central par la région fertile du Fouta-Djallon.

—

"Des nouvelles reçues du Moyen-Niger, annonçaient, il y a peu de jours, l'arrivée sur le territoire britannique de deux fortes expéditions françaises, l'une commandée par le capitaine Decœur, et campée sur la rive gauche du Niger, à Bajibo, dans le Nube.

L'autre expédition est, dit-on, commandée par M. Ballot, gouverneur du Dahomey, en personne. Elle se trouve à Boussa.

Les Anglais disent que ces deux expéditions se trouvent sur des territoires placés dans la sphère de la Compagnie."

—

La crédulité humaine est insondable, et la presse en profite parfois pour servir à ses lecteurs des histoires extraordinaires. En voici une cueillie dans un des principaux journaux de province et reproduite textuellement. On comprendra le scrupule de ne pas changer une ligne à un morceau de prose digne d'une éternelle admiration :

"Souvenir macabre à propos des bals masqués de l'Opéra, à Paris.—Le bal d'inauguration donné dans la salle de la rue Le-Peletier fut marqué par une effroyable aventure. Au milieu de la nuit, une bande d'hommes, vêtus en pénitents et recouverts de cagoules, entra au bal de l'Opéra. Six de ces pénitents portaient sur leurs épaules un homme qui paraissait mort : on le porta dans le foyer en chantant le *De Profundis*. Cette mascarade funèbre eut un grand succès. Les porteurs laissèrent enfin leur fardeau dans coin du foyer et disparurent. On s'aperçut alors que c'était un vrai mort, le corps d'un homme qui venait d'être assassiné et dont les assassins se débarrassaient de cette façon sinistrement originale."

Voyageurs arrivés à l'Hôtel Grunewald.

L K Terrell et femme, Birmingham, Ala; W Hubbard et femme, Sid Franc, N Y; W Meade, Moses Gibson, Louisville; W C Murdock, N Y; Reginald White, Londres; Chas T Jolly, M P Angleterre; W G Harlow, W D Pugh, N Y; C F Werkle, Chicago; Geo L Haven. T A Jenkins, N Y. R W Beland, F C Dunn, Birmingham, Ala; E H Mitchell, Mexico; Beverly W Smith, Franklin, La; Frank Crandell et femme, Mlle Crandell, Chicago; W H Heartwell, Richmond, Va; D H Howes, Macon Ga; W S Belding Pass Christian; E W McCerren, Jackson, Miss; T W Pettibone, Watersweet; Jas H Holman, Indianapolis; Jno D Owen, Mme S S Lobdell, M Brennan, Chicago.

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE

Nouvelles Européennes.

Oscar Wilde et Taylor devant la Justice.

Presse Associée du Sud.

Londres, 11 avril—L'enquête au sujet des accusations portées contre Oscar Walde et Alfred Taylor a commencé ce matin à la cour de police de Bow Street.

Wilde était défendu par Clarke, un membre de la Chambre des Communes, qui a annoncé qu'il n'interrogera pas contradictoirement les témoins avant les débats du procès.

L'avocat d'Alfred Taylor a interrogé le jeune homme Parker.

Le témoin déclare qu'il est âgé de vingt-et-un an et a commis des offenses honteuses avec beaucoup de personnes en dehors de Wilde. Il admet aussi avoir extorqué vingt livres sterling de personnes, sous menaces de poursuites.

Un jeune homme du nom de Atkins est appelé. En 1892, dit il, Wilde m'a demandé d'aller avec lui à Paris en qualité de secrétaire. Je l'ai accompagné, ajoute-t-il, et nous y sommes demeurés plusieurs jours ; nous y avons vécu en grand.

Par ordre de Wilde, le témoin s'est fait friser les cheveux.

Rien d'anormal n'a eu lieu entre lui et Wilde, qui lui a fait cadeau d'un étui à cigarettes, en argent, valant au moins trois livres sterling. Atkins n'a servi de secrétaire à Wilde que pendant environ une demi-heure ; il a écrit quelques lettres au sujet de la pièce : "A Woman of no Importance."

Le témoin rappelle ensuite les circonstances du diner avec Shelly en 1892 ; ils ont pris du vin dans un cabinet particulier ; c'est alors que Wilde l'a embrassé et caressé, l'appelant joli garçon et autres noms semblables. Il est resté avec Wilde toute la nuit. Il lui a écrit ensuite de mettre un terme à leur amitié.

On annonce que Wilde est malade en prison.

Nouvelles Américaines.

Le Cutter des Etats-Unis McLane.

Presse Associée du Sud.

New York, 11 avril—Une dépêche spéciale de Tampa au *Times* dit que le cutter douanier McLane, commandé par le capitaine Wiley, est arrivé à Tampa hier, ayant quitté Key West le 6.

Les fonctionnaires du gouvernement avaient été avertis qu'une expédition aux insurgés serait envoyée de la rivière Anclote ou du port de Clearwater. Le McLane a croisé le long des côtes, examinant les endroits propices aux navires de la classe de ceux qu'on indiquait.

Il a trouvé un grand nombre de navires à la rivière Anclote, mais tous ont prouvé être engagés dans le trafic légal. Le McLane a rencontré un très mauvais temps et il a souffert beaucoup ; une voie d'eau s'est déclarée. Il devra subir des réparations avant de quitter Key West.

Défaite des Insurgés sous les ordres de Maceo.

Presse Associée du Sud.

New York, 11 avril —Une dépêche spéciale de Kingston, Jamaïque, au *Herald* dit que de Santiago est arrivée la nouvelle de la défaite des insurgés sous les ordres de Maceo, en trois engagements différents.

La première bataille a eu lieu près de Dos Brazos, dimanche dernier, la deuxième mardi, à La Alegria, et la troisième dans le voisinage de Palangue, hier.

Une bande de cent cinquante rebelles a envahi les camps de la compagnie minière Juragua, près de Santiago, la nuit dernière.

Les insurgés se sont emparés de toutes les armes que possédaient les ouvriers.

Dans la bataille livrée près de Maysie, hier, les insurgés ont été défaits.

Guillermo Moncado, le chef rebelle tué mardi, sera enterré à Mucaral lundi prochain.

Grande Faillite au Canada.

Presse Associée du Sud.

Toronto, province d'Ontario, 11 avril.—La fabrique de lainages Weston, de Weston, dans la province d'Ontario, s'est déclaré en faillite. Le passif est de $240,000. L'actif s'élève nominalement à $87,000 de plus.

L'Expédition du Chitral.

Presse Associée du Sud.

Calcutta, 11 avril—Des avis du Chitral annoncent que le colonel Kelley, avec cinq cents hommes arrivant de Gilgit, a réussi, le 7 avril, à traverser la vallée de Shandar, à douze mille pieds au-dessus du niveau de la mer.

Beaucoup de soldats ont été paralysés par le froid et aveuglés par la neige. L'expédition est maintenant à soixante milles de Chitral.

La Réunion de Terre-Neuve au Canada.

Presse Associée du Sud.

Ottawa, province d'Ontario, 11 avril.—On peut dire sûrement, aujourd'hui, que le résultat de la conférence entre Terre Neuve et le Canada aura pour résultat une union devant être soumise aux législatures des deux contrées.

Les progrès dans cette voie sont suffisants pour déclarer que le Canada et Terre-Neuve sont plus que jamais près d'une entente, si près qu'un des délégués de l'île affirme que si l'union n'est pas consommée, ce ne sera pas la faute des représentants de la colonie.

Les Terres-Neuviens sont très enthousiastes, et ils ont foi en l'avenir de leur pays ; ils ont pris, de plus, des mesures pour rétablir le crédit de la colonie, malgré les difficultés présentes.

Lord Aberdeen a reçu hier huit délégués, circonstance qui indique que les progrès accomplis sont sérieux et satisfaisants.

Forçats Echappés.

Presse Associée du Sud.

New York, 11 avril—Une demie douzaine de détectives ont été envoyés ce matin pour surveiller les gares de chemins de fer : le dévaliseur de train Perry et quatre autres convicts s'étant échappés du pénitencier de Mattewan State. Ceux qui se sont enfois avec Perry sont Frank Davis et Patrick McGuire, deux voleurs fameux, et O'Donnell et Quigley.

Des cinq fugitifs, Davis et McGuire sont les seuls ayant eu affaire à la police de New York.

Correspondance d'Honolulu.

Presse Associée du Sud.

San Francisco, 11 avril.—Le steamer *Alameda* est arrivé ce matin à 8 heures, de Sidney, par voie d'Honolulu. Correspondance de la Presse Unie :

Honolulu, 4 avril. — A l'arrivée du steamer China, le deux courant, une sensation a été créée par les avis des journaux annonçant que le secrétaire Gresham avait donné au ministre des Etats-Unis à Honolulu, M. Willis, des instructions pour demander le rappel de M. Thurston, représentant de la nouvelle république à Washington.

M. Willis a déclaré au rédacteur de l'*Advertiser* qu'il n'a reçu aucune instruction à cet égard, et ne sait rien de l'affaire. Le gouvernement, d'ailleurs, n'a reçu aucune communication de lui.

Le ministre des Affaires Etrangères, Hatch, n'a reçu aucune information de M. Thurston, au sujet d'une difficulté spéciale ou nouvelle entre lui et M. Gresham.

Le Gouverneur de l'Etat de New York et l'Exposition d'Atlanta.

Presse Associée du Sud.

Albany, N. Y., 11 avril.—Le gouverneur Morton a adressé aujourd'hui le message spécial suivant à la législature :

ETAT DE NEW YORK,
Palais de l'Exécutif.
Albany, 11 avril 1895.

A la Législature.

Le gouverneur de la George a adressé des lettres aux gouverneurs des Etats et Territoires pour appeler leur attention sur l'Exposition Internationale des Etats producteurs de coton, du 18 septembre au 31 décembre 1895, à Atlanta, en Georgie, et inviter ces Etats et Territoires à faire une exposition de leurs produits et à envoyer une délégation de leurs habitants.

L'exposition n'est ni sectionnelle ni nationale, elle est internationale puisqu'elle a reçu l'approbation du Congrès. La République Argentine, le Paraguay, le Guatemala, le Vénézuéla, le Chili, le Nicaragua, le Honduras et la Bolivie ont déjà manifesté leur intention d'y participer.

L'Autriche-Hongrie, l'Italie, la France, l'Angleterre, et l'Allemagne y prendront part.

Pour vous informer, je vous transmet la correspondance qui m'a été adressée comme chef de l'Exécutif.

L'Etat de New York est spécialement invité à profiter de l'opportunité d'exposer ses ressources commerciales et industrielles. Beaucoup de maisons commerciales et de manufactures de New York ont déjà obtenu l'espace nécessaire à leur exhibition.

L'entreprise est préparée depuis de longs mois, en vue de montrer les progrès et l'activité du Sud en ces dernières années.

Il est requis de l'Etat la nomination d'une Commission officielle avec quartier-général à l'exposition, et je soumets la question de cette représentation à la sagesse et à la discrétion de la législature, suggérant cependant, qu'une somme raisonnable sera allouée pour couvrir les frais de l'établissement et de l'entretien d'un quartier général à l'exposition, et des dépenses de la commission, qui comprendra des messieurs et des dames, comme il sera jugé convenable.

Signé : LEVI P. MORTON.

Tragédie près de Cincinnati.

Presse Associée du Sud.

Cincinnati, 11 avril—Le sénateur W. P. Goebel a tiré sur John L Sanford, caissier de la banque Farmers and Traders de Covington, et l'a tué instantanément. Les deux hommes étaient ennemis politiques depuis plusieurs années, et citoyens éminents de Covington. Goebel est avocat et politicien des plus connus de l'Etat.

Les rapports de la tragédie diffèrent. L'un annonce qu'à une heure et demie, cette après midi, Goebel sortait de la Première Banque Nationale lorsqu'il a rencontré Sanford, qui a immédiatement tiré sur lui, la balle l'atteignant à l'épaule. Goebel a aussitôt tiré son révolver et a fait feu trois fois ; chaque coup portant ; la mort de Sanford a été instantanée.

Goebel s'est constitué prisonnier.

Un autre rapport dit que le sénateur Goebel se rendait avec l'avocat-général Hendric à la Première Banque Nationale lorsqu'ils ont rencontré Sanford. Ce dernier a marché sur Goebel et lui a dit : Je comprends que vous êtes l'auteur de l'article publié dans le *Commonwealth* ? Goebel a répondu : Oui ! Sanford a aussitôt levé son révolver et a fait feu, la balle traversant l'habit et atteignant Goebel à la hanche.

Ce dernier s'est retourné et a fait feu à son tour : le projectile est entré dans la tête de Sandford, près de l'œil. Goebel a tiré deux fois de plus au moment où son adversaire tombait, les deux balles atteignant le but, puis il s'est constitué prisonnier.

Quelques minutes après la tragédie, un détachement de police a entouré la Banque et a eu beaucoup de peine à maintenir la foule des curieux.

Goebel est le leader des *anti-ringists*, tandis que Sandford était à la tête de l'autre faction du parti Démocrate.

M. Goebel est un des directeurs de la Banque Nationale des Citoyens. Sandford était, comme il est dit plus haut, caissier de la Banque Nationale Farmers and Traders.

Le Départ de M. Thurston et le Gouvernement d'Honolulu.

Presse Associée du Sud.

San Francisco, 11 avril—Correspondance d'Honolulu, par steamer Alameda.

Le ministre des Affaires Etrangères a reçu une dépêche de M. Thurston annonçant son arrivée à Honolulu le 11 avril, par le steamer Arawa.

Le représentant Hawaïen semble avoir pris cette décision au dernier moment : Thurston ayant écrit à sa mère de ne pas s'inquiéter des rapports des journaux, et qu'il resterait à Washington.

M. Hatch et ses collègues donnent naturellement à entendre que Thurston a eu des réticenses.

Leurs remarques, cependant, indi-